

Séance ordinaire du lundi 12 avril 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le douze avril, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier

Nombre de membres en exercice : 65

Ressources humaines et dialogue social

Présents :

Taslime AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Michel CALVO ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Joëlle URBANI, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Célia SERRANO, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

Absents :

Philippe SAUREL.

Instauration de la prime de responsabilité des emplois administratifs de direction - Approbation

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

En application du décret n°88-631 du 6 mai 1988, les agents occupant l'un des emplois fonctionnels de direction de centres communaux et intercommunaux d'action sociale dont l'importance du budget de fonctionnement, le nombre et la qualification des agents à encadrer permettent de les assimiler à des communes de plus de 10 000 habitants, pour l'emploi de directeur, peuvent bénéficier d'une prime de responsabilité. Le taux maximum est fixé à 15 % du traitement brut (indemnité de résidence, primes et supplément familial non compris).

Le versement de la prime est interrompu lorsque le bénéficiaire cesse d'exercer la fonction correspondant à son emploi, sauf en cas de congé annuel, de congé pris dans le cadre d'un compte épargne-temps, de congé de maternité, de congé de maladie ordinaire, de congé pour accident de service.

L'agent assurant le remplacement du bénéficiaire, momentanément indisponible pour un motif autre que ceux ci-dessus, peut prétendre au bénéfice de l'indemnité de responsabilité, sous réserve d'en exercer les fonctions.

La convention tripartite de service commun de direction générale prévoit que le poste de Directeur Général Adjoint en charge de la solidarité et du vivre ensemble assurant également les missions de Directeur Général des Services du CCAS est pris en charge par la Ville de Montpellier. En contrepartie la Métropole et le

CCAS remboursent à la Ville ces dépenses selon la clé de répartition suivante : Métropole 5 %, Ville 15 % et CCAS 80 %.

Il appartient donc à la Ville d'instaurer cette prime de responsabilité et d'en fixer le taux.

S'agissant d'une prime liée exclusivement aux fonctions de Directeur Général des Services du CCAS, il est donc proposé que le CCAS rembourse la totalité du montant de cette prime à la Ville.

Après avis du comité technique en date du 1^{er} avril 2021, il est proposé l'instauration de la prime de responsabilité à hauteur de 15 % du traitement brut selon les conditions définies ci-dessus.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'adopter l'instauration de la prime de responsabilité au taux maximum de 15 % pour l'exercice des fonctions de Directeur Général des Services du CCAS de Montpellier ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 63 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Coralie MANTION.

Fait à Montpellier, le 23 avril 2021

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 23 avril 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20210412-158026-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 23/04/21
Réception en Préfecture : 23/04/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.